



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société SAINT-GOBAIN PAM
CANALISATION d'entreprendre des actions visant à se conformer à certaines
prescriptions de l'arrêté préfectoral 2010/341 actualisant les conditions de
l'autorisation applicables à l'usine de production de pièces et matériaux de voirie de
Pont à Mousson et Blénod-lès-Pont-à-Mousson**

**N° 2025-0011
AIOT 0006200539**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 211-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 200-341 du 6 décembre 2010 modifié, autorisant la société SAINT-GOBAIN PAM CANALISATION à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication de tuyaux et pièces de voirie située sur les territoires des communes de Pont-à-Mousson et Blénod-lès-Pont-à-Mousson ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé AN/IA/0002_2025 en date du 14 janvier 2025, dont copie a été adressée à la société SAINT-GOBAIN PAM CANALISATION, par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le courrier du 14 janvier 2025 adressé en courrier postal recommandé avec accusé de réception en date du 22 janvier 2025 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, par lequel l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est notifie à la société SAINT-GOBAIN PAM CANALISATION le rapport susvisé et l'informe de la possibilité de présenter ses observations conformément à l'article L. 171-6 du Code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant par courrier postal avec accusé de réception daté du 22 janvier 2025 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel en date du 14 février 2025 sur ce projet d'arrêté de mise en demeure ;

Considérant que la société SAINT-GOBAIN PAM CANALISATION exploite son établissement situé sur le territoire des communes de Pont-à-Mousson et Blénod-lès-Pont-à-Mousson sans respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010 susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 19 novembre 2024, il a été constaté que les résultats des analyses des eaux résiduaires avant rejet dans la Moselle révèlent des dépassements de valeurs limites pour plusieurs paramètres ;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

Article 1: Champ et portée du présent arrêté

La société SAINT-GOBAIN PAM CANALISATION, dont le siège est situé 21 avenue Camille Cavallier, BP 129, à Pont-à-Mousson (54700), est mise en demeure pour l'exploitation de ses installations de fabrication de tuyaux et pièces de voirie situées Avenue Camille Cavallier Pont-à-Mousson (54700), pour ce qui concerne les articles suivant de l'arrêté préfectoral 200-341 du 6 décembre 2010 modifié, de :

- **Point 1.1 - Article 4.3.11.2 - VLE eaux résiduaires avant rejet dans la Moselle :**

Pour les matières en suspension MES : justifier du respect de la valeur limite en concentration suite aux actions correctives mise en œuvre ;

Pour l'Indice phénol, l'Indice cyanures totaux Cn, l'Aluminium Al et l'Étain Sn : préciser les actions correctives prévues pour respecter l'ensemble des valeurs limites ainsi que le calendrier de leur mise en œuvre ;

- **Point 1.2 - Article 4.3.14 - VLE eaux résiduaires avant rejet dans réseau interne - purges bassins C C' :**

Pour les matières en suspension MES, le Fer + Aluminium (Fe + Al), le Manganèse Mn et le Zinc Zn : préciser les actions correctives prévues pour respecter l'ensemble des valeurs limites ainsi que le calendrier de leur mise en œuvre ;

- **Point 1.3 - Article 4.3.15 - VLE eaux résiduaires avant rejet dans réseau interne - eaux bassins B B' :**

Pour les matières en suspension MES : préciser les actions correctives prévues pour respecter les valeurs limites ainsi que le calendrier de leur mise en œuvre.

dans le délai maximal de 4 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société SAINT-GOBAIN PAM CANALISATION, dont le siège est situé 21 avenue Camille Cavallier à Pont-à-Mousson.

Article 3 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1 du présent arrêté de se conformer à cette injonction, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 : Délai et voies de recours

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54 036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Article 5 : Exécution et information

Le Secrétaire général de la préfecture et l'Inspection des installations classées de la DREAL GRAND EST sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- La société SAINT-GOBAIN PAM CANALISATION

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Pont-à-Mousson
- Monsieur le maire de Blénod-les-Pont-à-Mousson

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement.

Nancy, le **03 MARS 2025**

Le Préfet,



Françoise SOULIMAN